

Dans le débat public, nous voulons nous faire entendre

Category: Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 23 janvier 2019

Nous voulons nous faire entendre, pour mieux défendre nos revendications.

Même quand Macron a raison, il a tort.

Par exemple, il a dit à Souillac, le 18 janvier : « La vraie injustice, ce n'est pas que l'un gagne plus que l'autre mais qu'on n'ait pas la même chance de réussir dans des familles ou des lieux différents ». Nous n'avions besoin de sa bonne parole pour savoir que les moyens pour l'égalité et la justice existent ! Ils ne sont pas employés par son gouvernement pour la justice et l'égalité.

Mais il insiste, il joue au plus malin. Il veut enfermer la discussion sur quelques sujets pour montrer que LUI s'occupe du plus important.

Il a donc déclaré, le même jour : « Ce n'est pas en rétablissant l'ISF qu'on règlera le problème du chômage de masse ».

Nous savons qu'il est possible de supprimer le chômage. Il faut des décisions fortes ! Mais les soutiens de Macron (MEDEF et grands actionnaires) n'en veulent pas.

Disons à toutes et tous que nous voulons :

Le droit au salaire à vie. Le droit au travail. Le droit à la formation. Tout.e salarié.e doit avoir le droit de changer de métier ou d'entreprise. Au lieu de subir le chômage il faut des garanties pour la mobilité voulue. Pour alimenter cette Sécurité Sociale Professionnelle, les syndicats CGT, Solidaires et FSU ont des solutions qu'ils n'arrivent pas à faire entendre dans un débat public interdit par les libéraux :

« – augmenter les cotisations qui sont du salaire socialisé avec l'augmentation des salaires et d'abord du SMIC et

l'égalité femmes hommes

– La solidarité financière doit venir des entreprises, prélevée sur les richesses créées. Que les grandes entreprises avec beaucoup de « valeur ajoutée » paient plus cher les cotisations pour que les petites ne soient pas surchargées.

– L'autre grande source financière est la réorientation des fonds publics soit disant alloués à l'emploi (aides aux entreprises qui ne servent qu'à augmenter les actionnaires, financement coûteux des marchands de la formation et du reclassement mais aussi reversement à la sécu professionnelle des fonds de l'ASS et du RSA... »

Et la décision indispensable est de baisser, le temps de travail de toutes et tous et de réorganiser les tâches dans les entreprises et administrations : au plus, 32h payées sans perte de salaire.

Ras-le bol d'entendre ces dirigeants du patronat, de la droite et des partis de la gauche de gouvernement répéter leurs mensonges et humilier des millions de personnes.

Non, il n'y a pas des millions « d'inemployables ».

Non nous ne voulons pas des « mesures pour accompagner », rendre invisible la pauvreté et la misère. Nous voulons des droits pour toutes et tous. S'ils ont pu en panique en décembre trouver 10 milliards en deux jours, nous pouvons en trouver 200 ou 300 avec un vrai débat national, public, contradictoire : prenons aux profits capitalistes qui coûtent trop cher à tout le monde et qu'une toute petite minorité utilise pour sa richesse propre et pour investir à leur façon : leurs gaspillages, écologique et social, qui les paient ? Nous tous ! Retirons-leur autant qu'on peut les moyens de nuire.

Pierre Cours-Salies et Etienne Adam